

1. LE RETOUR DE LA QUESTION DES RURALITÉS : UNE ÉVIDENCE AUX VUES DES ENJEUX ÉLECTORAUX

L'enracinement du vote RN partout en France est incontestablement l'un des enseignements des trois scrutins de juin et juillet dernier.

Au soir du 9 juin, portée par une participation inégalée depuis plus de trente ans, une vague bleu marine déferlait sur le territoire hexagonal. **32 613 communes sur 35 000 plaçaient ainsi la liste de Jordan Bardella en tête des élections européennes**, concluant une fulgurante progression du Rassemblement national ces dernières années dans les lotissements, les bourgs et les villes moyennes. Si le vote RN progresse partout, il est tout de même bien plus important hors des grands centres urbains. Lors du même scrutin, la liste de Jordan Bardella réalise ainsi un score de **38 % dans les communes rurales contre 28 % dans les communes urbaines**.¹

Aux quatre coins du pays, le Rassemblement national a atteint des sommets aussi bien dans les territoires à tradition gaulliste que de gauche. **En un mois, ses plafonds de verre d'hier sont devenus ses planchers d'aujourd'hui.**

Cette dure réalité, illustrée par cette couleur bleu marine recouvrant quasiment l'entièreté du territoire national sur les cartes publiées dans la presse le lendemain matin des européennes se vérifie encore trois semaines plus tard. Ainsi, au soir du premier tour des législatives, le RN arrivait en tête dans 297 circonscriptions, principalement dans ses bastions du Nord et du pourtour méditerranéen mais également le long de la « diagonale des faibles densités », autre nom de la « diagonale du vide ».

Si la dimension géographique a largement été mentionnée comme un facteur déterminant du vote RN (villes au NFP, ruralité au RN), **de nombreux travaux ces dernières semaines ont démontré que la dimension territoriale n'explique que très partiellement le vote RN**.² Les résultats très élevés de l'extrême-droite dans une grande partie des territoires ruraux sont à la fois **la traduction de résultats très élevés dans l'ensemble de la population** (dont les espaces ruraux ne représentent qu'un tiers du total), **et le reflet de la composition sociologique des espaces ruraux**.

¹ Olivier Bouba-Olga, Le vote Bardella : un vote rural ?

² Camille Bordenet, Législatives 2024 : vote des champs et vote des villes, une question de diplômes plus que de géographie

Le RN réussit mieux chez les personnes de plus de 50 ans, les ouvriers, employés et artisans et commerçants qui sont surreprésentés dans les territoires ruraux et périurbains par rapport aux centres urbains. **La composition sociale joue donc tout autant que le territoire.**

Mais cette composition sociale n'est pas le fruit du hasard. Si « Reconquérir les classes populaires » est une nécessité pour notre parti, cela ne permettra que marginalement de reconquérir les 88% de communes et le tiers de Françaises et de Français vivant dans les territoires ruraux³. Car ces territoires, très hétérogènes dans leur composition sociale et dans leur vote, **connaissent à des degrés divers des transformations structurantes qui expliquent en grande partie la montée d'un sentiment d'abandon, principal carburant du vote populiste d'extrême-droite.**

2. DES RURALITÉS EN PLEINE TRANSFORMATION

La désindustrialisation et l'exode rural comme caractéristique première des « territoires en déclin »

La production de richesses en France a profondément été bouleversée depuis cinquante ans. D'un côté l'agriculture française s'est profondément modernisée, la taille des exploitations et le niveau de productivité ont considérablement augmenté, réduisant le nombre d'emplois dans l'agriculture à une portion congrue, transformant ainsi de façon pérenne les campagnes rurales.

Une décennie plus tard, la France commençait à subir la concurrence internationale et intra-européenne de plein fouet, affaiblissant son tissu industriel et particulièrement certains secteurs de son industrie comme la métallurgie et le textile. D'un capitalisme à tradition « paternaliste », où les entreprises familiales dominaient dans les territoires, notre pays s'est peu à peu transformé en une économie de services, négligeant l'importance du secteur secondaire, certains grands patrons théorisant même un monde « sans usines »⁴. **Ces transformations économiques ont eu un impact majeur sur la façon dont a été pensé l'aménagement du territoire français depuis le début des années 90.** Alors qu'auparavant, l'État, via la DATAR notamment, avait pour rôle de « rattraper » le retard de certains territoires, **la logique de concentration des activités est devenue la norme**, laissant le champ libre au développement de grandes métropoles ayant pour fonction d'accueillir l'ensemble du tissu productif, de la formation aux services.

³ INSEE, 2022.

⁴ Quand le patron d'Alcatel rêvait d'une entreprise « sans usines, le Nouvel Obs, <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-economie/20160226.RUE2287/quand-le-patron-d-alcatel-revait-d-une-entreprise-sans-usines.html>

Ces choix, nous les payons très concrètement aujourd’hui. Car, si toutes les régions hexagonales ont été concernées par d’importantes disparitions d’emplois, particulièrement dans les secteurs évoqués précédemment, mais également dans l’automobile par exemple, **certains territoires ont plus souffert que d’autres.**

La question n’est pas vraiment de savoir où ont été détruit les emplois industriels ayant subi la forte concurrence internationale et les délocalisations intra-européennes, mais plutôt quels territoires n’ont pas réussi à en créer de nouveaux. **La géographie de la « nouvelle industrie » montre bien que certains territoires ont su regagner des emplois industriels alors que d’autres non.** L’Île-de-France, les grandes métropoles régionales ou encore l’Ouest du pays en ont tiré les fruits notamment car la désindustrialisation y a été moins massive. Bon nombre de « territoires en déclin » sont aujourd’hui confrontés à une raréfaction de l’emploi industriel car aucune nouvelle industrie n’a pu s’y développer depuis maintenant plusieurs décennies : « Le problème de ces régions (Nord-Pas-de-Calais et Lorraine) n’est pas qu’elles ont eu « trop » de destructions, mais qu’elles ont eu trop peu de créations, ce qui ne renvoie pas au même diagnostic, ni aux mêmes solutions. ».⁵

Or, si les emplois et les industries ont disparu dans certains territoires, les habitants eux restent car la mobilité intrarégionale est quasi-inexistante dans notre pays, notamment du fait d’un marché de l’immobilier inaccessible pour bon nombre de ménages et de l’importance des solidarités intra-familiales, autre « frein » au départ.

Après les entreprises, l’État a lui aussi déserté les mêmes territoires.

Si certains économistes⁶ soulignent à juste titre l’importance des flux financiers (retraites, prestations sociales, salaires des fonctionnaires...) en provenance des métropoles vers les territoires économiquement les moins dynamiques, **cette péréquation et ces transferts sociaux ne sont pas toujours clairement perçus par la population et les zones concernées.**

En revanche, la fermeture de toute une série de services publics a été très nettement et douloureusement ressentie par les populations locales et leurs élus.

Organisées depuis trente ans par un ensemble de politiques publiques (Révision générale de politiques publiques (RGPP) en 2007, Révision de l’administration territoriale de l’État (RéATE) en 2010, puis Modernisation de l’action publique (MAP) en 2012), **les fermetures de services publics ont en grande partie suivi une logique démographique, accentuant les disparités entre territoires,** certains gagnant de la population du fait de leur attractivité économique, d’autres en perdant pour les causes inverses.

⁵ Laurent Davezies, L’État a toujours soutenu ses territoires

⁶ Laurent Davezies, l’État a toujours soutenu ses territoires

Comme le montre le politologue Jérôme Fourquet dans sa note, « 2002-2022 : les ressorts profonds de la dynamique frontiste », ce sont les **sous-préfectures et les petits centres-bourgs qui ont le plus subi ces fermetures et disparitions d'emplois publics, transformant profondément la sociologie des habitants présents et la vie quotidienne des habitants concernés.**

La réforme de la carte judiciaire, lancée en 2007, a ainsi entraîné la fermeture de près de **400 juridictions judiciaires**. À peu près au même moment, la Banque de France fermait plus **d'une centaine de succursales** touchant quelque fois les mêmes villes qui avaient vu leurs tribunaux ou leur maternité être fermés par des plans successifs de rationalisation et de restructuration des services publics. En parallèle, les chefs-lieux de cantons, ces bourgs centraux où l'on retrouve généralement commerce et services aux publics, n'ont pas non plus été épargnés. La fermeture des bureaux de postes et des agences bancaires dans ces communes a été encore plus violentes que les politiques publiques évoquées précédemment. En vingt ans, **plus de 6500 bureaux de postes** ont ainsi fermé leurs portes, plongeant nombre d'habitants et d'élus locaux dans une colère froide contre ce désengagement d'un État qui séloignait toujours davantage.

3. LE SENTIMENT DE DÉCLASSEMENT, PRINCIPAL CARBURANT DU VOTE RN

Ces chiffres doivent nous donner le vertige. **Ils sont le principal carburant d'un sentiment d'abandon qui se traduit logiquement dans les urnes par un vote contestataire.** La fermeture progressive d'un, voire de plusieurs services publics en quelques années sur la même commune, est en effet très douloureusement ressentie par les habitants qui sont ensuite contraints de parcourir des dizaines de kilomètres supplémentaires, ou de passer des heures en ligne, pour un service dont il bénéficiait auparavant à quelques minutes de chez eux.

Ce qui est perçu comme une **rétrogradation du rang de leur commune**, organisée par l'État, nourrit le sentiment d'être considéré comme **un citoyen de seconde zone**, offrant là un auditoire facile pour les populistes adeptes de l'opposition villes-campagnes, mais peu à même d'offrir une quelconque solution pérenne pour ces territoires. Cette fermeture des services publics de proximité, cet État facilement visible par nos citoyens, **est un véritable « carburant du RN dans les petites villes et les villages ».⁸**

⁷ 2002-2022 : les ressorts profonds de la dynamique frontiste, 2002-2022 : les ressorts profonds de la dynamique frontiste - Fondation Jean-Jaurès (jean-jaures.org)

⁸ Jérôme Fourquet, « La France d'après » (Seuil, 2023)

Concrètement, les habitants des territoires ruraux font face à un nombre d'obstacles du seul fait de l'absence de services publics à proximité. **L'accès aux soins de premier recours et à l'hôpital public restent toujours fortement dégradés dans un contexte où la différence d'espérance de vie entre les ruraux et les urbains ne cesse de progresser⁹. La fermeture de classes dans les petites communes**, pour des logiques de regroupement, participe à la spirale de la déprise et au sentiment d'abandon surtout quand il implique des durées de transports importantes. Le recul des services publics **fragilise plus encore les publics les plus vulnérables** comme les demandeurs d'emplois, les personnes âgées et les femmes, qui voient leur quotidien rendu de plus en plus compliqué avec des temps de trajets qui s'allongent ou qui sont rendus impossibles.

De cet affaiblissement de l'État et cette disparition des entreprises résultent plusieurs conséquences expliquant en partie nos scores électoraux.

- Premièrement, le départ des entreprises de taille intermédiaire et du secteur industriel et les fermetures de services publics **ont entraîné un important départ des cadres et professions intermédiaires, ainsi qu'une fuite des jeunes diplômés qui n'ont plus beaucoup d'opportunités d'emplois** dans les « territoires en déclin ». Ces territoires sont donc beaucoup plus homogènes socialement que les autres avec une prédominance des personnes de plus de 50 ans, les ouvriers, employés et artisans et commerçants.
- Autre conséquence, cela fait des chefs d'entreprises locaux, principaux pourvoyeurs d'emplois pour « ceux qui restent »¹⁰, **d'importants leader d'opinions là où la gauche, au contraire a plus du mal à produire des figures locales à même de promouvoir un discours alternatif.**
- Enfin, l'impact de la disparition de nombreux services publics prend d'autant plus d'importance dans ces espaces qu'un rapport particulier à l'État s'y est cristallisé, incarnation de la promesse républicaine d'égalité et du « faire société » à la française.¹¹ **Le sentiment que cette promesse républicaine n'est plus tenue donne du grain à moudre au discours décliniste porté par l'extrême-droite et facilite le rejet des autres (assistés ou immigrés), responsable lointain de ce « déclin ».**

¹⁰ Benoit Coquard, Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin

¹¹ Emilie Agnoux, Je vous écris du maquis de la Corrèze,
[https://www.jean-jaures.org/publication/je-vous-ecri...de-la-correze/](https://www.jean-jaures.org/publication/je-vous-ecri...)

4. L'ABSENCE D'UN CONTRE-DIS COURS FORT À GAUCHE

Exemple éloquent de ce discours décliniste et populiste, qui oppose généralement villes et ruralités, la notion de « France périphérique », popularisée par le livre de Christophe Guilluy¹², est peu à peu devenue incontournable dans les médias pour décrire le sentiment de déclassement que connaissent les habitants de certains espaces, territoires ruraux isolés, certaines périphéries de grandes villes et certaines sous-préfectures éloignées des métropoles attractives.

Malgré son caractère discriminant et son unanime critique par le monde universitaire¹³, cette expression s'est largement imposée dans le débat public et a très vite été reprise dans la sphère politique, principalement par l'extrême-droite mais pas que. **Le RN, trop content d'avoir trouvé un carburant alternatif à son discours sur l'immigration, a largement contribué à la prolifération de cette vision opposant les métropoles, prétendument riches, multiculturelles et grandes gagnantes de la mondialisation, à une France rurale, désindustrialisée et abandonnée par un État lointain et une élite « déconnectée ».**

Si cette vision d'une France coupée en deux a pu prospérer dans certains esprits, y compris à gauche, **c'est en grande partie par l'absence d'un contre-discours fort**. Les raccourcis caricaturaux et la vision misérabiliste exprimée par les défenseurs de ces thèses ont laissé la gauche sans réponse, sans incarnation, sans capacité de construire un discours alternatif, un « imaginaire politique désirable »¹⁴.

L'opposition entre métropole attractive et espace ruraux en déclin est caricaturale pour une raison assez simple. Toutes les métropoles sont loin d'être attrayantes et peuvent même connaître d'importantes difficultés¹⁵, tout comme les espaces ruraux sont loin d'être homogènes. Chez moi en Haute-Vienne, il existe ainsi des villages et des bourgs extrêmement attractifs, où la population augmente, où la mixité sociale y est comparable à la ville-centre de Limoges, où le tissu associatif est robuste et où la présence d'entreprises et de services publics est tout à fait importante. **Ces territoires connaissent bien évidemment des difficultés propres qu'il convient de traiter mais ne collent pas à la vision d'une « France périphérique », bien que parfois situés à plusieurs dizaines de kilomètres de la métropole de Limoges.**

A l'inverse, nous connaissons tous des exemples de localités ou de cantons que l'on pourrait qualifier de « territoires en déclin »¹⁶. C'est dans ces territoires, décrits plus haut, que la gauche a le plus perdu pied.

¹² La France périphérique - Comment on a sacrifié les classes populaires, Christophe Guilluy, 2014.

¹³ Coquard, Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin

¹⁴ Thomas Lhonneur, Être majoritaire : la gauche face à la fracture territoriale, Fondation Jean Jaures

¹⁵ Voir Laurent Davezies, l'État a toujours soutenu ses territoires

¹⁶ Coquard, Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin

Notre incapacité à développer un contre-discours objectif et positif des espaces ruraux et périurbains a laissé prospérer deux visions de ces espaces tout aussi improductive l'une que l'autre. Dans son ouvrage, « Ceux qui restent », le sociologue Benoit Coquard décrit ainsi les deux principaux discours politique qualifiant les espaces ruraux en déclin et leurs habitants : « soit un récit misérabiliste du style de vie des prétendus « beaufs racistes » qu'on retrouve plutôt à gauche, soit une ode à ladite « France oubliée », « périphérique », qui incarnerait d'une certaine manière le « vrai peuple » à défendre, qu'on retrouve plutôt à droite ». Si cette dualité des représentations n'a jamais été défendue aussi clairement dans le discours politique à gauche, fort heureusement, elle a cependant imprégné en partie les esprits et entraîné une série d'erreurs d'interprétation de ce qui pouvait se dérouler dans ces espaces, dont le plus frappant reste le mouvement des gilets jaunes, lancé en novembre 2018, dont aucun des maux évoqués par les manifestants n'ont à ce jour été traités, ni par un gouvernement sourd muet sur ces enjeux, ni par une proposition d'offre politique à gauche.

Même s'il n'a jamais été hégémonique dans ses territoires, le Parti socialiste, du fait notamment de la présence de nombreux élus locaux, est aujourd'hui le seul à gauche en mesure de construire un récit et une vision propre aux espaces hors des métropoles.

Face aux difficultés rencontrées lors du scrutin de juillet dans les circonscriptions à prédominance rurale et à l'angoisse de nombreux élus locaux face à la progression du RN, le Parti socialiste doit construire son propre discours, sa propre vision de ces espaces.

**LES NOUVEAUX
CHANTIERS
DU PROJET
RURALITÉ**